ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

7 avril 2008
8e année
Nº 14

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Le droit à la vie est valable pour chacun

Plaidoyer contre le mensonge et l'arrogance occidentale au service de l'hégémonie mondiale

*par Paul Craig Roberts**

Paul Craig Roberts est un scientifique qui fut, en 1981–82, adjoint au ministre américain des finances sous la présidence de *Ronald Reagan.* Journaliste et chroniqueur de magazines réputés comme le «Wall Street Journal» et la «National Review», auteur de nombreux ouvrages dont le dernier est intitulé «The Tyranny of Good Intentions: How Prosecutors and Bureaucrats Are Trampling the Constitution in the Name of Justice», il publie régulièrement des articles sur les sites *www.antiwar.com* et *www.counterpunch.org*

Après avoir cédé, la semaine dernière, aux exigences du gouvernement de droite du Premier ministre israélien *Ehoud Olmert,* le président des Etats-Unis, *George W. Bush,* est allé porter la campagne israélo-néoconservatrice contre l'Iran aux pays arabes. Paraissant aussi authentique que le «Singe Philippin»,[1] Bush a dit aux pays arabes que «l'Iran est le principal Etat du monde qui soutient la terreur» et que «les actions de l'Iran menacent la sécurité des nations partout dans le monde».

Cela n'a eu aucun effet. Tous les pays du monde, à l'exception de l'Amérique, savent désormais que les Etats-Unis sont le premier Etat du monde à soutenir la terreur et que la campagne des néoconservateurs pour l'hégémonie américaine sur le monde menace partout la sécurité des nations. Mais avant d'aborder ce sujet, regardons d'abord ce que Bush entend par «terroriste» et soutien de l'Iran au terrorisme.

Bush considère que l'Iran est le principal Etat qui soutient la terreur, parce que l'on pense que l'Iran finance le Hezbollah au Liban et le Hamas dans le ghetto palestinien. Le Hezbollah et le Hamas sont deux organisations qui existent à cause de l'agression d'Israël contre la Palestine et le Liban. Ces deux organisations sont désignées comme «terroristes» parce qu'elles résistent contre le vol par Israël de la Palestine et contre les desseins d'Israël dans le sud du Liban. Ces deux organisations sont des organisations de résistance. Elles résistent à l'expansion territoriale d'Israël et cela fait d'elles des organisations «terroristes».

Les politiciens provoquent «la terreur»

Elles sont terroristes parce qu'elles ne reçoivent pas des milliards de dollars d'armement en aide militaire étasunienne et qu'elles ne peuvent pas placer des armées sur le terrain, avec des chars, des avions et des hélicoptères de combat, soutenus par les satellites espions étasuniens et les armes nucléaires israéliennes – bien que le Hezbollah, une petite milice, ait vaincu par deux fois l'armée israélienne. Cependant, la Palestine est si complètement sous les bottes israéliennes que le Hamas ne peut résister qu'avec des poseurs de bombe suicides et des roquettes obsolètes. Il est malhonnête d'accuser la réponse terroriste et pas les politiques qui provoquent de telles réponses.

Les Etats-Unis sont en guerre en Irak, parce que les néoconservateurs veulent débarrasser Israël des gouvernements musulmans – l'Irak, l'Iran et la Syrie – qui ne sont pas des substituts américains et, par conséquent, sont prêts à financer la résistance palestinienne et libanaise contre l'agression israélienne. Israël, protégé par les Etats-Unis, a désobéi pendant quatre décennies aux résolutions de l'ONU et a méthodiquement fait sortir les Palestiniens de Palestine.

Les Américains ne pensent pas qu'eux-mêmes ou Israël sont des Etats terroristes, mais les preuves sont complètes et accablantes. Grâce à la puissance du lobby d'Israël, les Américains ne connaissent que la version israélienne de l'histoire, qui est que ces diables de Palestiniens antisémites ne laisseront pas les Israéliens irréprochables vivre en paix et qu'ils persistent dans leurs attaques terroristes injustifiées contre un Etat israélien innocent.

Les soldats israéliens tirent sur des enfants palestiniens dans les rues

Pourtant, les faits diffèrent remarquablement de la propagande du lobby d'Israël. Israël occupe illégalement la Palestine. Israël envoie des bulldozers dans les villages Palestiniens et détruit des maisons palestiniennes, tuant à l'occasion une militante américaine[2] dans le processus et arrache les oliveraies palestiniennes. Israël coupe les villages palestiniens de l'eau, des hôpitaux, des terres agricoles, de l'emploi et des écoles. Israël construit des routes spéciales à travers la Palestine que seuls les Israéliens peuvent emprunter. Israël établit des barrages partout pour faire obstacle au déplacement des Palestiniens vers les hôpitaux, les écoles et entre les enclaves ou ghettos. De nombreux Palestiniens meurent de l'incapacité à passer aux barrages pour recevoir des soins médicaux. Israël construit des colonies illégales sur les terres palestiniennes. Les «colons» israéliens sionistes prennent sur eux d'évincer les Palestiniens de leurs villes et villages afin de les convertir en colonies israéliennes. Un immense mur a été construit pour séparer les terres palestiniennes volées des ghettos palestiniens restants. Les soldats israéliens tirent sur des enfants palestiniens dans les rues. Tout comme le font les «colons» israéliens sionistes.

«The Ethnic Cleansing of Palestine»

Tout ceci a été documenté tant de fois par tant d'organisations qu'il est pathétique que les Américains soient si ignorants. Par exemple, des groupes israéliens pacifistes comme *Gush Shalom* ou le «Israeli Committee Against House-Demolitions» de *Jeff Halper* fournissent une documentation abondante sur le vol par Israël de la Palestine et sur la persécution des Palestiniens. A chaque fois que les Nations-Unies votent une résolution condamnant Israël pour ses crimes, les Etats-Unis mettent leur veto.

Le film des Palestinian Agricultural Committees, «*The Iron Wall*» [Le Mur de Fer], révèle l'énormité des crimes d'Israël contre la Palestine.

Le Président *Jimmy Carter,* l'ami d'Israël, a essayé d'apporter la paix au Proche-Orient, mais il a été entravé par Israël. Carter a été diabolisé par le lobby d'Israël pour avoir appelé franchement cette situation qu'Israël a créée, un «Apartheid».

Des historiens, y compris les meilleurs historiens israéliens, tels que *Ilan Pappe,* ont documenté «The Ethnic Cleansing of Palestine», titre du livre d'Ilan Pappe, publié en 2006.

Des Israéliens, comme *Uri Avnery,* un ancien membre de la Knesset, sont des détracteurs plus forts de la politique d'Israël vis-à-vis de la Palestine que ceux que l'on peut trouver en Amérique. Le quotidien israélien *Haaretz* est plus franc dans sa critique de la politique d'Israël que n'importe quel journal oserait l'être en Amérique ou en Europe.

Mais cela ne sert strictement à rien dans une Amérique dont les cerveaux ont été lavés et où les Israéliens sont toujours les bons et les Arabes toujours les méchants.

La terreur, c'est être plongé dans l'eau dans l'un des donjons de torture de l'Amérique

L'ignorance des Américains met la politique étrangère des Etats-Unis au service d'Israël. Ainsi qu'Uri Avnery l'a écrit dans CounterPunch, le 14 janvier 2008, un visiteur d'une autre planète, qui aurait assisté à la dernière conférence de presse à Jérusalem, aurait conclu qu'Olmert est le dirigeant de la superpuissance et que Bush est son vassal.

Les Américains ne savent pas ce qu'est la terreur. Pour savoir ce qu'est la terreur, on doit être Palestinien, Irakien ou Afghan. *Layla Anwar,* une blogueuse irakienne, décrit ce qu'est la terreur. La terreur, c'est des familles qui participent à un mariage et qui sont réduites en morceaux par une bombe ou un missile américain et les survivants qui sont mis en pièces lors des funérailles des jeunes mariés. La terreur, c'est des soldats qui fracturent votre porte au milieu de la nuit, plaçant des armes à feu sur votre tempe et emportant frères, fils et maris en leur mettant des sacs sur la tête et qui reviennent violer les femmes qui se retrouvent sans protection. La terreur, c'est être plongé dans l'eau dans l'un des donjons de torture de l'Amérique. La terreur, c'est «lorsque vous courez d'hôpital en hôpital, de prison en prison, de milice en milice pour chercher les êtres qui vous sont chers, seulement pour les reconnaître grâce à leurs plombages dentaires dans une morgue».

Pour les peuples qui sont visés par l'hégémonie américaine, la terreur c'est réaliser que les Américains n'ont aucune conscience. La terreur est le manque de médicaments à cause des embargos américains qui ont conduit à la mort de 500 000 enfants irakiens. A la question de *Lesley Stahl* lui demandant si la politique américaine valait la mort de ces enfants, *Madeleine Albright,* la secrétaire d'Etat de *Bill Clinton,* a répondu : «Oui, je crois que le prix en vaut la peine».

Mais lorsque les Américains et les Israéliens bombardent d'autres peuples, ce n'est pas de la terreur

Dans les esprits faibles du crétin de la Maison Blanche et de ses supporters immoraux, les morts massives dont l'Amérique est responsable, y compris celles infligées par Israël, n'ont rien à voir avec l'inimitié musulmane vis-à-vis de l'Amérique. A la place, les Musulmans nous haïssent pour notre «liberté et notre démocratie», la véritable menace d'où viennent les mesures d'Etat policier de Bush et les élections volées.

Il y a une controverse sur le nombre d'Irakiens tués ou assassinés par l'invasion illégale de Bush, un crime de guerre selon la norme de Nuremberg, mais tout le monde s'accorde à dire que le chiffre est très élevé. De nombreuses morts résultent du bombardement américain de populations civiles, comme les Israéliens l'ont fait au Liban et le font [en ce moment-même] à Gaza. Il n'y a rien de neuf au sujet de ces bombardements. Le Président Clinton a bombardé les civils en Serbie afin de dicter la politique à la Serbie. Mais lorsque les Américains et les Israéliens bombardent d'autres peuples, ce n'est pas de la terreur. Ce n'est de la terreur que lorsque les Etats-Unis ou Israël sont attaqués en représailles.

L'attaque aérienne par Israël contre des immeubles d'habitation à Beyrouth n'est pas de la terreur. Mais lorsqu'un Palestinien met une ceinture d'explosifs et se fait sauter dans un café israélien, c'est de la terreur. Lorsque Clinton bombarde un train serbe de passagers, ce n'est pas de la terreur, mais lorsqu'un explosif enterré fait sauter un char américain quelque part en Irak, c'est de la terreur.

Les agresseurs ont toujours des excuses pour leur agression. *Hitler* était expert! Comme le sont les Etats-Unis et Israël.

Malheureusement pour le monde, il y a peu de chance que cela change en Amérique ou en Israël. Les candidats présidentiels (*Ron Paul* et *Dennis Kucinich*) qui apporteraient le changement à Washington, sans lequel il n'y aura aucun changement en Israël, ne sont pas dans la course pour la nomination de leur parti. Ainsi que *John J. Mearsheimer* l'a fait remarquer le 12 janvier, les candidats en lice sont autant inféodés au lobby d'Israël que Bush.[3] Ces candidats sont des clones de Bush, aussi fortement engagés que Bush pour l'hégémonie, la guerre, Israël et le pouvoir exécutif.

Il y a peu d'espoir que la politique américaine change

L'exception possible est *Obama.* S'il est une exception, cela fait de lui une menace pour les autorités et, comme nous l'avons peut-être observé dans les primaires du New Hampshire, les machines électroniques à voter Diebold fournies et programmées par des Républicains peuvent être aisément truquées pour l'empêcher d'obtenir la nomination démocrate.[4] *Hillary* ne résistera pas aux souhaits d'Israël et la présidence de son mari a bombardé à volonté ses victimes diabolisées.

Il n'y a pas de différence fondamentale entre les candidats ou entre les candidats et George W. Bush. Le Gouverneur de l'Alabama, *George Wallace,* le candidat à la présidence d'un troisième parti qui a étonnamment bien réussi, déclarait déjà en 1968, «Il n'y a pas dix centimes de différence entre les partis Démocrate et Républicain». Aujourd'hui, quatre décennies plus tard, il n'y a même pas un seul centime de différence entre eux, pas une feuille de papier à cigarette! Ces deux partis se sont révélés être des partis belliqueux favorables à l'Etat policier. La Constitution des Etats-Unis a peu d'amis dans la capitale. •

Source: *http://questionscritiques.free.fr/edito/CP/Paul_Craig_Roberts/Lobby_Israel_Bush_musulmans_170108.htm*

* *Article original: «Bringing Death and Destruction to Muslims», CounterPunch, 17/1/08 (Traduction: JFG-QuestionsCritiques)*

---

[1] «Filipino Monkey» est le pseudonyme utilisé par des plaisantins qui diffusent outremer, en particulier dans le golfe Persique, des informations drôles, troublantes, voire inquiétantes sur un canal utilisé généralement pour les appels internationaux de détresse en mer. Il n'est pas impossible que l'incident récent entre des navires de guerre américains et des vedettes iraniennes dans le détroit d'Ormuz soit dû à un de ces «Monkeys». (cf. *en.wikipedia.org/wiki/Filipino_Monkey*) [ndlr]

[2] L'auteur fait allusion ici notamment à la mort de la militante pacifiste Rachel Corrie qui, en 2003, a été tuée par un bulldozer israélien. (cf. *www.rachelcorrie.org*) [ndlr]

[3] Ce spécialiste américain en sciences politiques a publié récemment, en collaboration avec son collègue *Stephen M. Walt,* un ouvrage intitulé «le lobby israélien et la politique» (La Découverte, 2007) [ndlr]

Un físico nuclear suizo a favor de la proscripción de las armas con uranio empobrecido

bha. André Gsponer fue uno de los primeros físicos suizos que intervino a favor de la proscripción de las armas con uranio. El estudio de Gsponer y sus colaboradores muestra que, probablemente, la institución más poderosa que está detrás del desarrollo y aplicación de armas UE (uranio empobrecido) es el «lobby nuclear». Éste trabaja enérgicamente, en todos los estados con armas atómicas, en la trivialización de todo tipo de material nuclear, incluyendo armas nucleares de producción actual o futura.

El siguiente resúmen reúne los argumentos de Gsponer, para que éstos sigan siendo considerados.

1. Las armas con UE son ilegales según el derecho internacional y violan las llamadas «Rules of war» (reglas de guerra).
2. Las armas con UE no deben ser consideradas como armas convencionales. Forman parte de una categoría difusa: «low-radiological-impact nuclear weapons» (armas nucleares de bajo impacto radiológico) a la que pertenecen también nuevos proyectiles nucleares «low-yield» (de bajo efecto).
3. El único contexto en el cual el uso de municiones con UE podría considerarse «útil» sería la guerra nuclear. Por eso, durante la guerra fría, muchos militares veían a la munición rompedora con uranio, como parte tolerable de una estrategia: la de amedrentar un ataque masivo de tanques por parte del Pacto de Varsovia, en posesión de armas nucleares.

   Pero, en 1991, Iraq no tenía armas atómicas. Ésto hizo que la primera utilización de armas UE, durante la guerra del Golfo en 1991, resultara tan chocante. Así se rompió un tabú existente desde hace 46 años, contrario al uso o liberación de radiactividad en el campo de batalla.
4. Según la argumentación militar: «Hubo que utilizar la munición más efectiva para lograr resultados rápidos». Sin embargo, la mayoría de los tanques iraquíes no eran los más modernos, y también en Yugoslavia fue un «overkill» el usar proyectiles de uranio contra los vehículos y tanques de escaso blindaje de la armada yugoslava.
5. Las armas de uranio existían pero nunca fueron probadas en el campo de batalla. Al utilizarlas en 1991, se rompió con un tabú de 46 años. Al igual que las armas de fusión desarrolladas posteriormente, las armas con UE tienen un efecto radiológico a largo plazo.

   Según Gsponer, no existen pruebas directas que esa consideración haya jugado un papel en el proceso de planeamiento. Pero analizando más detenidamente y por numerosas referencias indirectas, puede deducirse que los que planeaban la guerra eran conscientes de todas las consecuencias resultantes de la aplicación de armas de uranio empobrecido. (ver A. Gsponer, J. P. Hurni, B. Vitale: *A comparison of delayed radiobiological effects of depleted-uranium munitions versus fourth-generation nuclear weapons,* Report ISRI-02-07, contributed to YUNSC-2002, Belgrade, Yugoslavia, Sep. 30. – Oct. 4. 2002).

   Sobre todo, es indiscutible que el uso de material radiactivo en Yugoslavia e Iraq ha sentado un precedente militar y legal. Ésta fue, además, la primera prueba para la aceptación de armas futuras que producen un nivel bajo de radiactividad («low level»). (De hecho, parece que el uso de esas armas fue aceptado, ya que ninguna acción militar posterior sufrió impedimentos.)
6. Pero desde hace casi 50 años, en círculos militares hay un debate pro y contra uranio o Wolfram para municiones rompedoras. El uso de penetrantes con UE en Irak y Yugoslavia ha incrementado la oposición a las armas de uranio. Ninguno de los países que se opusieron desde un comienzo a usar uranio empobrecido para su arsenal, ha cambiado su política desde 1991. Y mientras que la marina norteamericana había desistido de las armas de uranio años antes de la guerra del Golfo, la aviación de EE.UU. decidió recién en 2003, que la próxima generación de munición rompedora se hará sin UE.
7. Las toneladas de uranio empobrecido que se arrojan, tienen un efecto radiológico comparable a muchos miles de toneladas equivalentes en TNT de las bombas nucleares de fusión.

   En los países afectados por las guerras, en las que se usaron armas con UE, el grado de contaminación radiactiva a largo plazo es decir, la completa liberación de energía que se mide, podría ser comparada hipotéticamente con el efecto que producirían miles de armas de precisión, con espoletas de la cuarta generación, y un poder de explosión equivalente a varias toneladas de materia altamente explosiva. Estas posibilidades, que no son sólo hipotéticas, ponen en claro de un modo dramático, el significado estratégico y político de la ruptura del tabú.
8. Según Gsponer, es plausible que además de la función militar, el uso de armas con uranio empobrecido en Irak y Yugoslavia, donde no había una motivación militar, tiene que haber perseguido un fin político: el de implantar, poco a poco, las armas nucleares de la cuarta generación que producen una contaminación radiactiva similar.

   Es muy probable que se quería hacer un test en la opinión pública de occidente, para medir el grado de oposición con respecto al uso de radiactividad en los campos de batalla. Además, se intentaba acostumbrar a la población mundial al uso de UE y de armas nucleares de cuarta generación en las guerras. •

El folleto sobre munición de uranio se puede adquirir en «Arbeitskreis für Friedenspolitik – Atomwaffenfreies Europa e.V.» c/o Brigitte Runge, Hohensteiner Weg 3, D-15345 Klosterdorf

Des médecins morts en Irak

«Comme médecins et citoyens, nous ne voulons pas rester sans rien faire face à cette situation intolérable»

hd. Depuis la guerre d'agression des Etats-Unis, illégale au regard du droit international, et leur «Coalition des Volontaires» contre l'Irak, le but des assaillants et des occupants n'est pas seulement de traiter le peuple irakien par la terreur quotidienne, mais aussi de liquider en toute connaissance de cause tout ce qui a donné à ce pays une place de leader dans la région arabe. Des lieux de l'histoire de la civilisation irakienne ont été détruits de façon ciblée, les diplômés de l'enseignement supérieur du pays, en particulier les médecins, ont été pourchassés. Le silence de la majorité des pays occidentaux – qui dure maintenant depuis bientôt cinq ans – commence à être insupportable. La «Société hippocratique suisse», une association de médecins suisses, veut aider à rompre le silence à ce sujet. Nous publions ci-après un appel de l'association.

Sans cesse nous recevons des nouvelles de médecins irakiens enlevés et à nouveau relâchés, maltraités ou même tués par la torture. Le nombre des collègues concernés augmente quotidiennement.[1] Les coupables restent à l'arrière-plan sans être reconnus, leurs motifs tout d'abord également. C'est pourquoi nous aimerions jeter un regard sur le passé: il y a 30 ans, le standard de l'approvisionnement dans le domaine de la médecine en Irak était comparable aux pays d'un revenu moyen et élevé**:** 97% de la population dans les villes et 79% à la campagne avaient accès à un système de santé qui fonctionnait. Avec la première guerre du Golfe il y a 15 ans, on a décrété un embargo contre l'Irak. Les conséquences ont été entre autres la destruction de l'approvisionnement médical de la population irakienne.[2] Il y a 5 ans, les gouvernements américain et britannique ont commencé une autre guerre contre l'Irak.

Les faits sont les suivants: l'Irak est détruit, c'est un pays qui sombre dans le chaos. Les troupes d'occupation sont responsables de la protection de la population civile mais n'assurent pas la sécurité intérieure. Il manque des médicaments[3] et la nourriture[4] dont on a besoin de toute urgence, et l'infrastructure médicale du pays est entièrement bombardée.[5] Les médecins s'enfuient de leur patrie par peur d'être eux-mêmes victimes d'une tuerie ciblée.[6] Par conséquent, l'espérance de vie de la population s'est réduite de moitié maintenant; il en résulte que des enfants, des femmes, des personnes âgées meurent des suites de la guerre.[7] Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avec son siège à Genève et la Croix-Rouge suisse sont des symboles exemplaires de la tradition humanitaire suisse, d'un pays qui est reconnu et apprécié pour sa neutralité et son engagement dans le monde.

En tant que médecins et citoyens, ayant le privilège de travailler et de vivre en Suisse, nous ne voulons pas rester sans rien faire face à cette situation intolérable. L'aide directe pour nos collègues irakiens sur place et ici est donc de toute urgence.

Dr Susanne Lippmann-Rieder, vice-présidente de la «Société hippocratique suisse»

1 *www.brusselstribunanl.org*

2 Von Sponeck, H. *Ein anderer Krieg, Das Sanktionsregime der Uno im Irak*. Hambourg 2005. ISBN 3936096562

3 *Deutsches Ärzteblatt* du 24/11/06

4 *Medact, Iraq Health Update*, mars 2006

5 Cockburn P. – Hospitals now battleground in the bloody civil war. *The Independent UK du 20/10/06*

6 *Deutsches Ärzteblatt* du 8/6/07

7 *www.savethechildren.org/publications/mothers/2007/SOMW-20007-final.pdf*

«Dear friends

Today was very sad day as usual the missing of close friends continue today the policemen found the dead body for person I love him so much very kind and lovely doctor he was my colleague and close friend he was well known neurosurgeon in Basrah, yesterday have been kidnapped by unknown armed group, he died from sever torture they killed him by very wild and horrible way they didn't shoot him but exposed to torture till death, they want to push us out side of Iraq by this way by terror. I am very depressed, frustrated and angry.»

Un médecin irakien
(le nom est connu de la rédaction)

Trahison de la paix

*de Jürgen Rose**

Sous la direction des Etats-Unis un changement de paradigme de la politique extérieure et de sécurité allemande s'est accompli de manière vertigineuse au sein de la politique et de l'armée.

Pendant la guerre froide le slogan était «faire la paix avec moins d'armes». Aujourd'hui, les grands prêtres de l'interventionnisme global vêtus en noir, rouge, vert et parfois en jaune agissent fidèlement selon la maxime «faire la paix avec toute la violence possible». On camoufle cette politique avec de la propagande par des termes tels que «pacifisme politique», «guerre contre le terrorisme» ou «intervention humanitaire». En réalité, il s'agit avant tout des guerres pour la mondialisation dans l'intérêt du club des riches.

Mais ce n'est pas la guerre qui peut amener la paix, c'est uniquement la justice. Selon un proverbe romain bien connu, modifié pour l'occasion, la devise doit être la suivante: Si tu veux la paix, sers la paix! Ce combat pour la paix doit être mené pour atteindre les âmes et les cœurs des gens – avant tout dans les pays islamiques. Mais c'est inimaginable que cela réussisse par des bombes et des missiles. Chaque bombe déclenchée au-dessus de l'Afghanistan, de l'Irak et peut-être bientôt de l'Iran augmente de manière incommensurable la haine du monde islamique contre les Etats-Unis et leurs vassaux européens.

C'est pourquoi il est temps de se lever et de dire «non», comme *Robert Bowman,* qui, pendant la guerre de Vietnam, et comme pilote de combat des forces aériennes américaines envoyait la mort et la destruction du ciel. Plus tard, il est devenu évêque de l'église catholique unie à Melbourne Beach, en Floride, et stigmatise aujourd'hui la politique belliciste de son gouvernement: «Au lieu d'envoyer nos fils autour du monde pour tuer des Arabes afin que nous puissions nous procurer le pétrole gisant sous leur sable, nous devrions les envoyer pour reconstruire leur infrastructure, pour leur fournir de l'eau potable et pour nourrir des enfants affamés.» Et de continuer: «Bref, nous devrions faire du bien au lieu du mal. Qui essayerait de nous en empêcher? Qui nous haïrait? Qui voudrait nous bombarder? Voilà la vérité que les citoyens américains et le monde doivent entendre.»

Nous aussi nous devrions entendre cette vérité et agir de la sorte. Notre constitution stipule: «Toute force étatique provient du peuple. Elle est exercée par le peuple lors d'élections et de scrutins […]». Alors allons-y: Utilisons de façon absolument démocratique la force de notre voix d'électeur et d'électrice. Arrêtons tout simplement d'élire les partis de la guerre. Faisons cela sans faute jusqu'à ce que notre message sonne dans les oreilles du dernier des meneurs de guerre de Berlin: Ces guerres ne sont pas nos guerres! Et pour cela, stop avec ces guerres! Donnons une chance à la paix!

* Extrait du discours tenu lors de la marche de Pâques pour la paix du «Friedensnetzwerk» du département Pinneberg, samedi le 22 mars. L'auteur qui défend dans cette contribution son opinion personnelle est lieutenant-colonel de la Bundeswehr.

La criminalité organisée au Kosovo

Dès 2005, on savait qui est aux commandes

par Jürgen Roth

Encouragé activement par le gouvernement Bush et l'Union européenne, en violation de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité et contre la volonté expresse de la Serbie, le Kosovo a déclaré unilatéralement son «indépendance» le 17 février dernier. En dehors de l'existence de Camp Bondsteel, leur plus importante base en Europe que les Etats-Unis n'évacueront jamais volontairement et qui fait de la souveraineté du Kosovo une farce, la question se pose de savoir quel rôle géostratégique les Etats-Unis ont attribué à cette région.

L'article ci-après, publié en 2005 par la «Weltwoche», et un autre, actuel, que nous publierons dans notre prochaine édition montrent que les Etats-Unis, depuis leur immixtion dans cette région, soutiennent des forces qui ne se soucient ni de démocratie ni de liberté pour la population: il s'agit de structures mafieuses criminelles qui ont obtenu l'immunité diplomatique et à qui on a manifestement attribué un rôle dans la lutte pour le pouvoir mondial.

La «Weltwoche» possède un document secret montrant que les dirigeants dominent la criminalité organisée. Ils ont trouvé un soutien pour leurs affaires mafieuses également en Suisse.

Quand les négociations sur le statut du Kosovo commenceront prochainement, il ne sera pas question du problème le plus brûlant: les liens entre les décideurs politiques et les puissants clans de la province serbe qui est administrée depuis 1999 par les Nations Unies. Trois des politiciens kosovars les plus importants sont profondément impliqués dans la criminalité organisée, en particulier dans le trafic de drogue. C'est ce qui ressort de documents secrets des Services de renseignements allemands, de l'ONU et de la *Kfor,* troupe internationale de stabilisation, que détient la *Weltwoche*. Ces documents accusent *Ramush Haradinaj,* qui était Premier ministre jusqu'en mars, *Hashim Thaçi,* l'actuel chef du Parti démocratique du Kosovo, et *Xhavit Haliti,* membre de la présidence du Parlement. Détail piquant: Thaci va être membre de la délégation albano-kosovare aux négociations sur le statut de la province. Tous les trois ont fait carrière dans l'UÇK, l'armée de libération du Kosovo. Ils ont vécu de longues années en Suisse et entretiennent aujourd'hui encore des relations d'affaires et personnelles avec notre pays.

Hashim Thaçi avec le secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer. Des criminels entre eux? (photo reuters)

Dans l'analyse des 67 pages du rapport des Services de renseignements allemands sur la criminalité organisée au Kosovo, qui date du 22 février 2005, on peut lire ceci: «Par l'intermédiaire des acteurs clés (comme Haliti, Thaçi, Haradinaj), il existe des imbrications étroites entre la politique, l'économie et des structures criminelles opérant au niveau international. Les réseaux criminels qui les soutiennent favorisent l'instabilité politique. Ils n'ont aucun intérêt à ce que s'instaure un ordre étatique efficace qui pourrait gêner leurs florissantes affaires. [C'est pourquoi] les acteurs importants de la criminalité organisée aspirent à des postes de premier plan dans le gouvernement ou dans les partis et/ou entretiennent de bons rapports avec ces milieux.» La criminalité organisée se constitue ainsi «un milieu politique approprié». Telle est l'analyse que les Services de renseignements qualifient d'«informations classifiées».

L'un de ces personnages clés, bien connu en Suisse, est Hashim Thaçi, surnommé le Serpent, président du Parti démocratique du Kosovo. A en croire les Services de renseignements allemands, il contrôle une partie importante des activités criminelles du Kosovo. «Thaçi passe pour être, avec Haliti, un des commanditaires du tueur professionnel Afrimi», vraisemblablement responsable d'au moins 11 meurtres commandités.

A partir de 1995, Thaçi, 36 ans, a vécu pendant 5 ans en Suisse avec le statut de réfugié et a étudié, grâce à une bourse, l'histoire des pays de l'Est à l'Université de Zurich. Il fut, en 1992, un des fondateurs de l'UÇK et en devint plus tard le chef. Il accéda subitement à la célébrité en 1999 lorsqu'il apparut en tant que chef de la délégation du camp albano-kosovar aux négociations de paix albano-serbes de Rambouillet et fut reconnu comme homme politique par la communauté internationale.

A l'époque, selon les Services de renseignements allemands, il contrôlait un «service de sécurité», «un réseau criminel opérant dans tout le Kosovo». «En 2001, il entretenait probablement des contacts avec la mafia tchèque et la mafia albanaise. Et en octobre 2003, il aurait «été étroitement lié, dans le cadre de trafics d'armes et de drogue», à un clan auquel on reproche également du blanchiment d'argent et des chantages. […]

Le clan des Albanais du Kosovo

Le deuxième personnage clé, Ramush Haradinaj, 37 ans, est sans doute un des politiciens les plus controversés du Kosovo. Dans le rapport des Services de renseignements allemands, on peut lire ceci: «La structure autour de Haradinaj, basée dans le Decani sur un clan familial, se livre à tout l'éventail des activités criminelles, politiques et militaires qui influencent considérablement les conditions de sécurité de tout le Kosovo. Le groupe comprend environ 100 membres impliqués dans le trafic de drogue, d'armes et de marchandises soumises au régime douanier. En outre, il contrôle des gouvernements communaux.» Dans un rapport secret du 10 mars 2004, la Kfor qualifie ce groupe de «plus puissante organisation criminelle» de la région et ajoute que Haradinaj a également contrôlé la distribution de biens humanitaires et l'a utilisée comme un instrument de pouvoir.

C'est grâce à l'aide active de la communauté internationale et tout particulièrement à celle des Etats-Unis qu'il a pu faire carrière. Parlant couramment l'anglais et le français, il vint en Suisse en 1989 en tant que travailleur

Suite page 4

Le Kosovo, un narco-Etat?

Un don américain d'une nature particulière

km. De 1839 à 1842 et de 1856 à 1860, la Grande-Bretagne puis la Grande-Bretagne et la France ont mené deux «guerres de l'opium» contre la Chine. La Chine, qui a perdu ces deux guerres, fut contrainte d'ouvrir le pays au commerce de l'opium puis à toutes les marchandises européennes. L'objectif consistant à «rendre tous les Chinois dépendants du stupéfiant et de paralyser l'économie chinoise» *(Wikipedia)* fut atteint et la guerre économique contre la Chine (qui jusque-là exportait beaucoup plus vers l'Europe qu'elle n'en importait) était gagnée. La Chine, «qui était auparavant la grande puissance hégémonique d'Asie, régressa de facto au rang de protectorat semi-colonial des puissances occidentales» *(Wikipedia).* Les fauteurs de la guerre de l'opium du XIXe siècle ont-ils trouvé des émules dans la politique américaine actuelle?

Le gouvernement américain et les gouvernements européens, ses dociles vassaux, ont été les premiers à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Ce sont les USA qui y ont poussé le plus, ne serait-ce qu'on sabotant toutes les négociations sérieuses qui auraient pu conduire à une solution consensuelle du statut futur du Kosovo. Et cela bien qu'on sût que certaines personnes bien connues et aujourd'hui influentes au Kosovo entretenaient des liens étroits avec la criminalité organisée, voire en faisaient partie.

Pour la plupart des Kosovars, les choses ne se sont pas améliorées depuis la déclaration d'indépendance. La situation économique est catastrophique. Presque la moitié de la population active est au chômage. 9 ans après la guerre contraire au droit international, et au bout de 9 ans d'occupation par l'*Unmik* et la *Kfor,* la vie de la population s'est en général dégradée. La triste hypothèque d'un pays contaminé à l'uranium pèse sur les Kosovars.

Pourquoi alors toute cette poudre aux yeux de l'indépendance?

On peut penser que le Kosovo «indépendant» est destiné à devenir la plaque tournante européenne incontestée de la criminalité organisée. Incontestée parce qu'elle occupe maintenant des postes gouvernementaux bénéficiant de l'immunité diplomatique et qu'elle pourra vaquer à ses affaires dans le monde entier sans être inquiétée. Mauvaise plaisanterie de l'histoire quand on sait que dans cette situation, l'Union européenne va envoyer au Kosovo une troupe de 2000 fonctionnaires, appelée *Eulex,* qui selon un communiqué de presse du gouvernement allemand du 5 mars, doit apporter «une aide en vue de davantage d'état de droit» mais n'est sans doute pas près d'avoir le dernier mot dans la politique du Kosovo.

En «politique» peut-être, par exemple pour ce qui est de régenter et de harceler la population, mais guère contre les gangsters qui occupent des hautes fonctions. Et d'ailleurs, dans quel but, si le fait d'installer ces messieurs et de consolider le trafic de drogue fait partie d'un plan stratégique?

Probablement que l'on a déjà décidé d'où viendra la drogue: d'Afghanistan. Des nouvelles nous parviennent selon lesquelles l'armée américaine est très impliquée dans le trafic de drogue et que des avions militaires américains sortent l'opium en direction des bases aériennes américaines du Kirghizistan et de la Turquie (cf. *Vladimir Radyuhin,* «Narco Agression: Russia accuses the U.S. military involvment in drug trafficking out of Afghanistan», *www.globalresearch.ca* du 24 février et également *Albert A. Stahel* et *Claudine Nick:* «Evolution d'un narco-Etat, l'Afghanistan entre la criminalité organisée, le terrorisme et la politique hégémonique des Etats-Unis», *Horizons et débats* du 17/3/08).

La Russie sait depuis longtemps que la politique américaine est impliquée dans le trafic de drogue en Afghanistan; elle s'est rendu compte qu'il s'agit là non seulement pour les Américain de gagner beaucoup d'argent dans leurs affaires louches mais de tenter de déstabiliser un pays en augmentant considérablement le trafic de drogue, la consommation de drogue et la criminalité liée à la drogue.

Et certains gouvernements d'Europe semblent prêter main-forte aux Américains comme des vassaux indifférents au sort de leur peuple. En effet, pourquoi sont-ils si favorables au Kosovo, Etat lié à la criminalité organisée, et à l'extension de la criminalité organisée et de la toxicomanie dans les pays d'Europe? Ou les gouvernements de ces Etats sont-ils déjà incurablement impliqués dans ladite criminalité? Ou encore une guerre froide secrète entre les Etats-Unis et l'UE fait-elle déjà rage dans les Balkans?

Quoi qu'il en soit, certains affirment que l'armée de l'air américaine a, en 1999 déjà, bombardé intentionnellement le couloir de transport du nord de la Serbie, utile à l'UE, et détruit d'importantes infrastructures pour le rendre moins praticable et affaiblir la position de l'UE alors qu'elle a épargné le couloir préféré par le gouvernement américain et qui passe au sud de Camp Bondsteel. Les 2000 fonctionnaires d'*Eulex* vont-ils finir par se heurter aux troupes de Camp Bondsteel?

«La criminalité organisée au Kosovo»
suite de la page 3

immigré et fut videur dans une discothèque de la station de ski de Leysin. En février 1998, il rentra au Kosovo et y organisa des opérations militaires de l'UÇK. Après la guerre, il attira l'attention à la suite d'affrontements armés avec d'autres clans qui furent tout d'abord interprétés par l'ONU comme des «actes de vengeance» et des «règlements de comptes». Il s'agissait sans doute effectivement de luttes de pouvoir entre familles mafieuses, comme le montre l'exemple suivant.

La *Central Intelligence Unit (CIU)*, le service de renseignements de l'ONU, décrit dans un rapport du 29 décembre 2003 une affaire instructive aux implications diplomatiques: Haradinaj attaqua le 7 juillet 2000 la maison d'un clan rival qui lui faisait manifestement concurrence dans le trafic de drogue. Selon la CIU, il voulait voler à cette famille 60 kilos de cocaïne qu'elle était censée cacher dans cette maison. Il fut blessé au cours d'un échange de tirs et dut s'enfuir.

Avant qu'il puisse être interrogé par des policiers des Nations Unies, il a, au cours d'une opération éclair organisée par deux agents présumés de la CIA, été mis dans un hélicoptère militaire italien et conduit à une base de l'armée américaine. Les policiers des Nations Unies ont reçu de leur quartier général de Pristina l'ordre de «renoncer à toutes mesures à son encontre». La raison de cette surprenante retenue: on craignait que son arrestation, ou ne fût-ce que la mise en accusation d'un «héros du combat pour la libération», ne mette le feu aux poudres alors que la situation était tendue. Après cet incident, il a été mis à l'abri aux Etats-Unis. «Pendant son séjour là-bas, il a bénéficié d'un entraînement et les Etats-Unis lui ont promis de le soutenir dans sa carrière politique. Si le Kosovo devenait indépendant, il serait leur candidat favori.»

De retour au Kosovo, le protégé des USA fonda un nouveau parti, l'*Alliance pour l'avenir du Kosovo*. En décembre 2004, selon le vœu des Américains, il devint Premier ministre du Kosovo. Mais cela ne dura que trois mois. En mars 2005, il démissionna et se présenta devant le Tribunal pénal international de La Haye. On lui reproche d'avoir, pendant le conflit du Kosovo, pratiqué des nettoyages ethniques systématiques accompagnés de tortures et de viols à l'endroit de Serbes et de Roms. En juin, sous la forte pression des Etats-Unis et contre la volonté de la Procureure en chef *Carla del Ponte,* il a été libéré de la détention préventive et il peut provisoirement se livrer à des activités politiques. Son procès à La Haye commencera probablement en 2007. Aucune plainte pour crime organisé n'a encore été déposée.

Attentat de Zurich

Xhavit Haliti, surnommé «Bunny», joue également un rôle important au Kosovo. A en croire la Kfor, ce membre de la présidence du Parlement (et vice-président du Parti démocratique du Kosovo) «est un criminel connu impliqué dans le trafic de drogue et d'armes». Selon le rapport des Services de renseignements allemands, il «est impliqué dans le blanchiment d'argent et des trafics de drogue, d'armes, d'êtres humains et de carburant ainsi que dans des affaires de prostitution et appartient au premier cercle de la mafia. En tant que personnage clé de la criminalité organisée, il manipule toujours de grosses sommes d'argent.»

Haliti, 49 ans, a, comme Haradinaj et Thaçi, commencé sa carrière en Suisse. Il a étudié la psychologie ici à la fin des années 1980. En 1990, il a été victime d'un attentat à la bombe à mobile politique. Une année après, il faisait partie de la présidence du *Mouvement populaire du Kosovo* et organisait l'UÇK depuis la Suisse. On pense qu'avant et pendant la guerre, il lui a procuré des armes et qu'il a contrôlé le «Homeland Calling Fund». Des immigrés albano-kosovars de Suisse et d'Allemagne ont versé plus ou moins volontairement 400 millions de dollars à ce fonds.

Lorsque les dons diminuèrent après la guerre, Haliti «s'adonna à la criminalité organisée sur une grande échelle», écrit la Kfor. Et toujours selon cette source, il ne représente pas un cas unique: «Ce qui frappe, c'est que presque tous les responsables de la criminalité organisée sont des commandants de l'UÇK ou des chefs d'unités spéciales.» Au sujet d'Haliti non plus, on n'a encore rien pu retenir qui justifie une plainte pénale.

Ces trois cas exemplaires montrent une fois de plus que la Suisse était un centre d'activités de l'UÇK. C'est ici qu'avant le conflit, on a recueilli des millions destinés à l'achat d'armes et à la propagande et que des combattants ont été recrutés en vue de la «lutte pour la liberté des Albanais opprimés du Kosovo». A l'été 2001, le Conseil fédéral a décidé que les représentants des organisations albano-kosovares devaient cesser leurs activités politiques et ne devaient plus collecter de fonds. Il a prononcé contre Haliti une interdiction du territoire.

De l'opium pour l'Europe

Les rapports secrets des services de renseignements laissent supposer que le Kosovo, malgré l'administration de l'ONU et la troupe internationale de stabilisation, est une des plaques tournantes criminelles les plus importantes d'Europe. Une des raisons en est que le trafic de drogue est très lucratif: une grande partie de la récolte d'opium croissante d'Afghanistan arrive sur le marché d'Europe occidentale sous forme d'héroïne via l'Albanie et le Kosovo. Selon *Klaus Schmidt,* chef de la *Mission d'assistance de la Communauté européenne à la police albanaise (Pameca)*, chaque jour, 500 à 700 kilos passent par l'Albanie et le Kosovo et sont en partie transformés dans leurs laboratoires. Chaque jour, un million d'euros d'argent de la drogue est échangé sur le marché gris de la capitale albanaise de Tirana. Selon les spécialistes, il s'agit là du «plus important cartel de la drogue au monde» qui soit apparu au cours des dernières années.

Selon le rapport des Services de renseignements allemands, même les débordements de mars 2004, qui ont conduit le Kosovo au bord d'une nouvelle guerre civile, ont été fomentés par des criminels qui voulaient pouvoir continuer à se livrer en toute quiétude à leurs trafics: «Au début d'avril 2004, on savait par les milieux chargés de la sécurité dans les Balkans que les récents troubles du Kosovo avaient été préparés et commis à la demande de la criminalité organisée. Pendant les émeutes, des camions entiers d'héroïne et de cocaïne ont passé la frontière non contrôlée parce que les policiers de l'ONU et les soldats de la Kfor étaient entièrement occupés à circonscrire les émeutes. Ce fait est confirmé par les policiers de l'ONU basés à Pristina qui ont souhaité garder l'anonymat pour leur sécurité. Ils se plaignent que l'on n'ait rien fait jusqu'ici contre les criminels.

L'ONU et la Kfor n'ont pas résolu le problème, même pas en partie. La police onusienne manque notamment de moyens. «Nous allons au combat avec des épées de bois», se plaint un officier de police onusien de haut rang. Et surtout, elle manque de soutien politique pour agir efficacement contre les clans mafieux. Selon les Services de renseignements allemands, «ni les milieux gouvernementaux régionaux ni l'exécutif n'ont intérêt à lutter contre la criminalité organisée parce qu'ils y sont impliqués». Et un chef de la police onusienne chargée de la lutte contre la criminalité organisée a déclaré à la *Weltwoche*: «Des personnalités renommées, y compris l'ancien Premier ministre, sont à l'origine des troubles de mars qui ont été préparés par une structure criminelle connue. De nombreux services le savent et pourtant on ne fait rien contre cette structure.» Voici son explication: «On ne veut pas déclencher de nouveaux troubles et ce serait le cas si on menait une enquête criminelle à l'encontre de Ramush Haradinaj.

Une conséquence de cette retenue est qu'en Europe occidentale, et particulièrement en Suisse, en Allemagne et en Italie, les clans albano-kosovars constituent un pouvoir criminel dominant. Les services de renseignements allemands y voient «un grand danger pour l'Europe». Au Kosovo, de nombreux postes de police de l'ONU sont remis aux services de police du Kosovo, mais les anciens cadres sont toujours là, qu'on soupçonne d'entretenir des liens très étroits, souvent familiaux, avec des chefs connus de la mafia.

Les documents cités reposent bien à l'abri dans les coffres des chancelleries. •

Source: *Weltwoche* n° 43 (2005)
(Traduction *Horizons et débats*)

Jürgen Roth est journaliste à Francfort. Il a écrit de nombreux ouvrages sur la criminalité organisée.
www.juergen-roth.com

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Courrier des lecteurs

«Muselière» et libre formation de l'opinion

L'initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale»

L'initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale» demande que soit approuvé le texte suivant: Le Conseil fédéral s'abstient de tout financement, de toute organisation et soutien de campagnes d'information et de propagande et s'abstient de produire, de publier et de financer du matériel d'information et de propagande pour des votations populaires. Cela est-il vraiment un objectif de la seule population conservatrice de droite? Je ne le pense pas.

Il est à craindre que le Conseil fédéral, dominé à deux tiers par les conservateurs, aille aussi massivement mobiliser la propagande pour faire rejeter l'initiative populaire «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre».

La Confédération va essayer par des agences de relations publiques, des entreprises de publicité, avec l'industrie fédérale de guerre, la *Ruag*, les banques qui financent les trafics d'armes et avec l'aide des médias et des partis «chrétiens» et conservateurs de faire échouer cette initiative.

Quant à l'initiative «Pour une protection face à la violence des armes», elle va probablement être combattue de la même façon par la centrale à Berne, avec l'aide du lobby de l'armement ou d'une façon plus diffuse, en dépit du fait qu'aujourd'hui des médecins et même la police s'accordent pour dire qu'avec une loi sur les armes restrictive on pourrait prévenir de nombreux homicides et suicides.

Nous, *l'Organisation pour un contrôle de l'armement et de l'interdiction d'exporter du matériel de guerre (ARW)*, avons fait l'expérience de la propagande gouvernementale lors du scrutin «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» en 1997. Le Conseiller fédéral *Adolf Ogi* s'était alors présenté plusieurs fois à la télévision, y compris dans l'émission *Arena* avec *Filippo Leutenegger*. Le vendredi avant le scrutin Ogi avait promis aux électeurs, en jurant sur ce qui lui était le plus sacré, que la Suisse allait pratiquer à l'avenir une politique restrictive en matière d'exportation de matériel de guerre. En 1972, le Conseiller fédéral *Rudolph Gnägi* promettait la même chose, lorsque l'interdiction d'exportation de matériel de guerre était discutée.

Contre cette supériorité de la propagande – et des mensonges – d'Etat, propagande à laquelle s'associent les fabricants serviles de matériel de guerre, les militaires, le PDC «chrétien», les libéraux, la «Neue Zürcher Zeitung» et l'UDC, nous n'avions aucune chance, ni en 1972, ni en 1997 – ensemble avec les sociaux-démocrates et quelques politiciens bourgeois – de faire passer nos initiatives pour stopper les affaires écœurantes en relation avec la guerre.

Le Conseil fédéral, se présentant encore comme humanitaire avant la votation concernant l'initiative «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» avant le 8 juin 1997, s'est empressé d'oublier ses promesses et a autorisé les livraisons à destination de la poudrière du Proche-Orient, aux Etats membres de l'OTAN, aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne qui menaient la guerre dans les Balkans et au Proche-Orient. Aujourd'hui encore les livraisons de matériel de guerre aux Etats-Unis, à la Grande Bretagne et aux Etats membres de l'OTAN qui mènent la guerre en Irak et en Afghanistan se poursuit. La loi et le décret sur le matériel de guerre ainsi que le statut de neutralité de la Suisse sont violés honteusement par ces affaires.

Aujourd'hui du matériel de guerre suisse continue aussi à s'exporter vers des pays où règne la famine, en Inde et en Afrique, et vers des régimes qui laissent pratiquer la torture, en Arabie saoudite, en Egypte, en Turquie et aux Etats-Unis. Le département de la Conseillère fédérale *Micheline Calmy-Rey* s'est même engagé à livrer des avions Pilatus à l'armée turque, qui mène la guerre au Kurdistan et en Irak.

Pour ces raisons, je suis pour l'initiative «Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale», c'est-à-dire pour un arrêt de la propagande de l'administration en matière d'initiatives populaires, à commencer par les initiatives «Pour une protection face à la violence des armes» et «Pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre».

H. Frei, Zurich

Physiciens nucléaires suisses en faveur de la proscription des armes à l'uranium appauvri

bha. André Gsponer a été l'un des premiers physiciens nucléaires suisses qui s'est engagé en faveur de la proscription des armes à l'uranium. Les études de Gsponer et collaborateurs montrent que c'est probablement le «lobby du nucléaire» qui est la force institutionnelle la plus puissante derrière le développement et l'utilisation des armes à l'uranium appauvri (UA). Dans tous les Etats possédant des armes nucléaires, il s'engage énergiquement en faveur d'une banalisation de toutes les sortes de matériaux nucléaires, comme des armes nucléaires actuelles ou futures.

Ci-dessous, nous résumons les arguments de Gsponer pour qu'ils ne restent pas sans écho:

1. D'après le droit international, les armes à l'UA sont illégales et sont en contradiction avec les «règles de la guerre».
2. Les armes à l'UA ne doivent pas être classées comme des armes conventionnelles. Elles appartiennent à une catégorie diffuse de «low radiological-impact nuclear weapons» auxquels appartiennent aussi les nouveaux engins explosifs «low-yield».
3. Le seul contexte dans lequel l'utilisation de la munition à l'UA pourrait être considérée comme «sensée» serait une guerre nucléaire. C'est pour cette raison que pendant la Guerre froide beaucoup de militaires ont considéré la munition anti-blindés à l'UA comme partie tolérable d'une stratégie de dissuasion contre une attaque massive de chars du Pacte de Varsovie possédant des armes nucléaires. Mais en 1991 l'Irak n'avait pas d'armes nucléaires. Cela rend la première utilisation d'armes à l'UA pendant la guerre du Golfe de 1991 spécialement choquante car ainsi le tabou, vieux de 46 ans, de l'utilisation délibérée de radioactivité sur le champ de bataille a été brisé.
4. «On a dû utiliser la munition la plus effective pour obtenir des résultats rapides» était l'argumentation militaire. Cependant la plupart des blindés irakiens n'étaient pas de la dernière génération, et tout comme l'utilisation de projectiles à l'uranium contre les véhicules et les chars légèrement blindés de l'armée yougoslave cela représentait aussi en Yougoslavie un réel «overkill».
5. Les armes à l'uranium étaient disponibles mais elles n'avaient jamais été testées sur le champ de bataille. Avec leur utilisation en 1991 un tabou vieux de 46 ans a été brisé. Les armes à l'UA ont toujours un effet radiologique de longue durée, comparable aux armes à fusion développées récemment. Selon Gsponer, il n'y a pas de preuves directes que cette réflexion ait joué un rôle dans le processus de décision. Cependant, avec une analyse plus poussée et suite à un grand nombre d'indications indirectes (cf. A. Gsponer, J.-P. Hurni, B. Vitale: *A comparison of delayed radiobiological effects of depleted-uranium munitions versus fourth-generation nuclear weapons,* Report IsRi-02-07, Contributed to YUNSC-2002, Belgrade, Yugoslavia, 30 septembre au 4 octobre 2002) on peut déduire que les planificateurs de la guerre étaient clairement conscients des conséquences de l'utilisation d'armes à l'UA. On ne peut surtout pas nier que l'utilisation de matériaux radioactifs en Irak et en Yougoslavie ait créé un précédent militaire et juridique. De plus, c'était un moyen pour tester pour la première fois l'acceptation de futures armes provoquant une radioactivité «low level». (Et véritablement, il semble que l'utilisation de ces armes ait été acceptée et que d'autres actions militaires n'en ont pas pâti.)
6. Depuis près de 50 ans déjà, il y a un débat dans les milieux militaires spécialisés en faveur ou contre l'utilisation d'uranium ou de tungstène dans les munitions anti-chars. L'utilisation de pénétrateurs à l'UA en Irak et en Yougoslavie a renforcé l'opposition aux armes à l'uranium. Depuis 1991, aucun Etat ayant auparavant décidé de ne pas intégrer l'uranium appauvri dans son arsenal militaire n'a changé de politique. Et tandis que la *US-Navy* avait déjà renoncé aux armes à l'uranium longtemps avant la guerre du Golfe, l'*US-Airforce* n'a décidé qu'en 2003 que la génération future des munitions anti-blindés ne contiendrait plus d'uranium appauvri.
7. L'utilisation d'une grande quantité d'uranium appauvri a un effet radiologique comparable à l'engagement lors de combats de bombes nucléaires à fusion de beaucoup de kilotonnes d'équivalent TNT.

   La pollution radioactive à long terme, c'est-à-dire la charge radioactive qui résulte de l'utilisation de l'uranium appauvri dans le pays en guerre, peut être comparée hypothétiquement à l'utilisation de plusieurs milliers de systèmes d'armes de précision ayant tous une tête de combat de la quatrième génération avec une puissance explosive correspondant à plusieurs tonnes d'un explosif hautement explosif. Ces possibilités qui ne sont vraiment pas de nature purement hypothétique jettent une lumière dramatique sur l'importance stratégique et politique de cette rupture de tabou.
8. Selon Gsponer, on peut dire en résumé que l'utilisation d'armes à l'UA en Irak et en Yougoslavie, où il n'y avait guère de justification militaire, a avant tout servi une intention politique: Celle de l'introduction pas à pas d'armes nucléaires de la quatrième génération qui produisent une contamination radioactive comparable.

   La supposition est fondée qu'on voulait tester aussi bien la violence de l'opposition qui prévaut dans l'opinion publique de l'Occident contre l'apport de radioactivité sur les champs de bataille. De plus on voulait habituer la population mondiale à l'utilisation d'uranium appauvri et d'armes nucléaires de la quatrième génération lors des guerres actuelles et futures. •

Cette brochure sur la munition à l'uranium est disponible à l'adresse «Arbeitskreis für Friedenspolitik – Atomwaffenfreies Europa e.V.», c/o Brigitte Runge, Hohensteiner Weg 3, D-15345 Klosterdorf

Lettre ouverte

La maladie de la langue bleue continue à faire des victimes

Lettre ouverte de l'Association hessoise des éleveurs ovins au Ministère hessois de l'Environnement, du Développement rural et de la Défense des consommateurs

Les résultats des enquêtes officielles confirment l'existence, actuellement, de cas de maladie de la langue bleue (MLB) frappant des moutons et des bovins dans diverses régions de la Hesse. Chaque jour, dans certains élevages, des moutons meurent des symptômes de la MLB.

Les autorités s'opposent à ce que les services vétérinaires enregistrent et expertisent les cas suspects au motif qu'il n'existe à l'heure actuelle aucun régime d'aides. La MLB reste une épizootie à déclaration obligatoire dont l'évolution et la saisonnalité ne sont pas connues avec précision chez nous. Si les autorités vétérinaires ne surveillent pas véritablement l'épizootie, nous perdons des données et des informations importantes.

Comme le vaccin contre le BTV-8 ne sera en tout cas pas disponible avant le mois de mai 2008, il sera impossible de protéger efficacement les animaux au plus tôt avant le mois de juin. Il est à craindre qu'une flambée épidémique n'éclate d'ici là. Par conséquent, les éleveurs ovins demandent instamment au gouvernement du Land un régime d'aides pour les pertes dues à la maladie de la langue bleue jusqu'à l'introduction de la vaccination et à la constatation des effets positifs de cette mesure.

Les éleveurs ovins se sentent abandonnés par les politiques. Ils supportent totalement les coûts occasionnés par les cas de MLB (frais de vétérinaire, stérilité, avortements, problèmes développementaux, etc.). A cela s'ajoute la réduction des aides de l'année dernière. Les aides pour l'année 2007 n'ont pas encore toutes été versées. Aux yeux des éleveurs, les procédures de la *Hessische Tierseuchenkasse* («Caisse hessoise des épizooties») dans l'attribution des aides manquait de transparence et a suscité de nombreuses critiques. La confiance dans ses dirigeants en a été considérablement affectée. En outre, de nombreux éleveurs n'ont pas compris les estimations effectuées par les services vétérinaires. La procédure variait d'un district à l'autre.

La situation économique des éleveurs ovins est très critique. Certains de leurs frais augmentent de manière considérable. Ainsi le prix des aliments concentrés a augmenté de 70% au cours des trois dernières années. En particulier ceux des carburants et des engrais sont montés également en flèche. Les cotisations à la Caisse des épizooties viennent de passer de 2 à 4,32 euros par mouton. Pour les grands élevages, le montant total peut atteindre jusqu'à 4500 euros. Ces montants sont en partie plus élevés que les aides accordées pour les animaux morts, si bien que les éleveurs supportent eux-mêmes la presque totalité des coûts de l'épizootie.

En ce qui concerne la vaccination, l'UE n'accorde que 0,50 euro pour le vaccin et 0,15 euro pour l'intervention du vétérinaire, si bien que parfois une grande partie des frais est à la charge de l'éleveur.

Comme l'Etat encourage la construction d'installations de biogaz, il en résulte chez les éleveurs une lutte concurrentielle pour les pâturages. Ces derniers sont de plus en plus convoités et le prix des fermages augmente. Il ne reste plus pour les éleveurs ovins que des surfaces difficiles à exploiter et peu rentables.

A la suite des pertes considérables subies par certains cheptels, il devient impossible de se consacrer à la préservation du paysage. Vu leur situation économique difficile, les éleveurs manquent souvent de liquidités pour l'achat de bétail. Et quand on ne peut plus remplir les exigences de préservation du paysage, il faut s'attendre à ce que les primes soient réduites.

Les exigences imposées à l'élevage des moutons par les lois et les nouvelles ordonnances ne cessent d'augmenter. Ainsi, des ordonnances ont été introduites notamment sur l'hygiène des fourrages, la protection, le marquage et le transport des animaux, la prévention des épizooties et les nouveaux engrais. Ces règlementations officielles augmentent considérablement les frais de personnel des éleveurs. Les moindres infractions entraînent une réduction des aides.

Actuellement, le gouvernement du Land semble incapable d'agir. Les éleveurs ovins veulent qu'il se penche sur leur situation et agisse. Les éleveurs ont besoin d'un régime d'aides pour la période transitoire allant jusqu'à l'introduction de la vaccination et d'autres aides pour assurer la santé économique des exploitations dans le cadre des nécessités de la préservation du paysage.

Au nom des éleveurs ovins de la Hesse:
Reinhard Heintz, président

Source: *Schafzucht. Das Magazin für Schaf- und Ziegenhalter*, 6/08. (Traduction *Horizons et débats*)

photo mv

L'engagement de drones militaires et de la police allemande lors de l'«Euro 08» en Suisse

Rl. A l'occasion des matchs de football de l'«Euro 08» à Zurich ce ne seront pas seulement les footballeurs qui vont faire preuve de leurs capacités mais aussi les drones militaires du type «Ranger».

Depuis quelques années les rencontres sportives internationales représentent des courses d'essai pour de nouveaux moyens de politique de la sécurité. C'est ainsi que, fin mars, le gouvernement du canton de Zurich a autorisé l'intervention de drones militaires (aéronefs capables de voler et d'exécuter une mission sans présence humaine à bord) pour surveiller les matchs de l'«Euro 08» dans la ville. Les affirmations selon lesquelles ni des personnes ni des voitures ne seront identifiées par ces drones et que les photos ne seraient conservées que pour un court délai ont un effet apaisant et poursuivent le but de stopper à l'avance toutes éventuelles réflexions critiques. Les premiers tests avec des drones ont été effectués à Zurich, en novembre dernier, à la suite du match du FC Zurich contre le FC Toulouse. A Berne aussi, l'engagement de drones de reconnaissance et d'hélicoptères de l'armée en vue de l'«Euro 08» est testé. En 2006, le Conseil fédéral a admis la demande des villes suisses d'avoir du soutien aérien de la Confédération. Les forces aériennes suisses disposent d'une part d'hélicoptères du type *Super Puma* spécialement équipés, et d'autre part de drones dirigés à distance par des pilotes licenciés. Ces drones du type «Ranger» ont été achetés il y a quelque temps pour surveiller les frontières.

Qu'est-ce qui est testé, en fait? Ce n'est certainement pas à cause de quelques «hooligans» que cet énorme effort de présence militaire et policière est entrepris. Même une éventuelle attaque terroriste ne justifierait pas l'intervention de drones. Et laissons en suspens la question de savoir si, en effet, une demande avait été adressée de la part des cantons à la Confédération ou si peut-être des réflexions à l'échelon fédéral ont préparé le terrain pour l'engagement de ces nouvelles mesures de surveillance.

Ce qui est aussi intéressant, c'est la coopération transfrontalière avec la police allemande qui «aidera» dans les stades. •

La banalisation des jeux de violence doit cesser!

La complicité des universités avec l'industrie médiatique

par Maria Mies, Cologne

rh. Maria Mies est professeur émérite en sociologie à l'Ecole supérieure de Cologne avec comme spécialité de recherche les méthodes de recherche sur les questions de femmes, les femmes du monde rural du premier et du tiers-monde, le capitalisme et la subsistance, la critique vis-à-vis de la modification génétique et les alternatives à la mondialisation de l'économie. Elle est également auteur de plusieurs livres d'importance internationale. Dans l'un de ses derniers livres «Krieg ohne Grenzen – Die neue Kolonisierung der Welt» [«Guerre sans frontières – La nouvelle colonisation du monde»] (ISBN 3-89438-286-4), elle démontre le rapport entre la mondialisation et la guerre et explique pourquoi le marché libre global et le modèle néolibéral ne peuvent pas exister sans le recours à la force et au pouvoir militaire. Elle montre qu'une guerre extérieure correspond à une guerre intérieure – sous la forme de la destruction de l'Etat social et de la démocratie et par une inégalité sociale croissante et une répression.

Dans sa dernière lettre d'information qui paraît tous les trois mois «Infobrief gegen Konzernherrschaft und neoliberale Politik» [Lettre d'information contre la domination des multinationales et la politique néolibérale] intitulée «Wie kommt der Krieg in die Köpfe? und in die Herzen?» [Comment la guerre arrive-t-elle dans la tête et dans les cœurs des gens?] parue en décembre 2007, Maria Mies écrit qu'elle s'irrite ces derniers temps particulièrement de la violence croissante et de la brutalisation de notre société – notamment à cause des «jeux» abrutissants destinés aux enfants et aux adolescents. Selon elle, cette «guerre dans les têtes» n'est pas seulement admise par la politique et les universités, mais on l'encourage même parce qu'elle promet de la «croissance». Au moyen de ces jeux, les dominateurs font en sorte que les jeunes gens ne pensent et n'agissent pas de manière autonome. Maintenant, cette guerre a atteint tous les domaines de l'économie et de la politique. Même les institutions les plus importantes de la société «civile», les écoles, les écoles supérieures, la science et la recherche, les syndicats, les médias et même les Eglises ne connaissent plus d'autre logique que le système de guerre global.

Un de mes collègues – *Jürgen Fritz* – avait déjà utilisé dans les années 80 sa spécialité «la pédagogie du jeu» pour initier les étudiantes et les étudiants à l'emploi de l'ordinateur. Les jeux informatiques devaient familiariser les étudiants avec cette technologie. Les entreprises *Apple* et *Nixdorf* avaient mis gratuitement des ordinateurs à la disposition de l'Ecole supérieure (ES). Quelques étudiants critiques avaient fondé alors un groupe nommé *Nixdoof* [en allemand, *doof* signifie idiot]. Ils disaient: «Nous n'étudions pas la pédagogie sociale pour pouvoir rendre compte à la bénéficiaire d'aide sociale, si elle a déjà reçu ou non la côtelette qui lui est concédée chaque mois.»

ISBN 978-3-403-04268-6

Aujourd'hui, la spécialité «jeux informatiques» est devenue non seulement le domaine de recherche le plus important de la faculté des sciences sociales appliquées (auparavant UFR pédagogie sociale), en même temps qu'elle a pris de l'importance pour devenir un «Institut pour la pédagogie médiatique» autonome, mais en plus celui-ci est soutenu aujourd'hui par l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de ces «jeux», c'est-à-dire la multinationale américaine *Electronic Arts*. En 2006, ce groupe a organisé un grand congrès international à l'ES de Cologne et planifie un autre pour l'année 2008. En arrière plan de la politique d'éducation néolibérale actuelle, qui vise à privatiser les universités, les candidates coopérant avec un trust comme *Eletronic Arts* ont de meilleures chances lors de candidatures. Dans un communiqué de presse de l'ES de Cologne, il est écrit: «Actuellement, le groupe de recherche *Tanja Witting* et *Andre Czaudema* coopère étroitement avec les entreprises *Electronic Arts* et *Nintendo* pour étudier le besoin d'informations des parents en ce qui concerne les jeux numériques.»

Cela ne veut rien dire d'autre que la responsabilité des dégâts qu'*Electronic Arts* cause avec ses jeux dans les têtes des enfants et adolescents est renvoyée aux parents. Ce sont eux qui doivent donc «guérir» leurs enfants du mal qu'occasionne la «guerre produite dans les têtes». Les mères souvent particulièrement stressées doivent être une nouvelle fois les femmes des décombres.

Une collègue a protesté contre cette sorte de coopération entre l'ES de Cologne et l'un des plus grands fournisseurs de jeux violents numériques, *Electronic Arts*. Dans une lettre adressée au recteur et aux collègues, elle écrit:

«*Electronics Arts* est une multinationale active dans le monde entier et elle est l'un des plus grands fabricants de jeux informatiques axés sur l'extrême violence, entre autres des jeux dans lesquels des personnes sont gazées et où les joueurs sont récompensés pour des meurtres ciblés réussis. *Electronic Arts* parvient à son enorme succès économique avec des produits offrant en grande partie des stratégies inhumaines et illégales comme divertissement. Le 23 mars 2006 déjà, une grande manifestation à caractère publicitaire organisée par *Electronic Arts* a eu lieu dans cet établissement:

Une alliance entre un groupe international qui puise son succès dans le mépris de l'être humain et une faculté enseignant le travail social devrait s'interdire d'elle-même. Ce fait inflige à la réputation des personnes travaillant ici des dommages considérables. Il est nécessaire pour notre faculté de conduire un dialogue ouvert et critique sur les contenus, les objectifs et les méthodes de l'Institut de pédagogie médiatique.»

Ces processus à l'ES de Cologne expriment la stratégie néolibérale visant à restructurer complètement toutes les Ecoles supérieures selon le modèle américain. Cela me rappelle les propos d'étudiants de l'Université de Comell aux USA qui m'avaient invitée en 1999 à tenir un exposé sur la mondialisation. Ils disaient à l'époque: «Notre université est une entreprise qui est financée par des grands groupes internationaux. Ceux-ci déterminent les contenus et les méthodes des différentes facultés. Nous ne trouvons plus de livres critiques dans notre bibliothèque.»

Dans le cadre du *Salon international du jeu* de Leipzig, on a montré le 22 août 2007 à la deuxième chaîne de télévision allemande (ZDF/*Frontal 21*) un reportage sur les conséquences des jeux informatiques modernes. Lorsqu'un journaliste a demandé au collègue Fritz de l'ES de Cologne s'il ne craignait pas que la violence apparaissant dans les jeux de guerre et dont on fait l'apologie se répercute aussi sur le comportement réel des enfants et des adolescents et que celle-ci renforce énormément la violence juvénile comme beaucoup d'études le montrent, M. Fritz a répondu que la preuve scientifique d'un tel rapport n'existait pas. Ces jeux n'étaient qu'une sorte d'«exercices cérébraux». Dans une interview, M. *Pfeiffer*, professeur universitaire et criminologue renommé, a déclaré que l'ES de Cologne avait perdu ainsi sa crédibilité et qu'au niveau scientifique, personne ne pouvait plus maintenant la prendre au sérieux.

Pourtant, cette sorte d'«exercices cérébraux», ces jeux de guerre dans les têtes des enfants et plus souvent des adolescents sont lucratifs pour *Electronic Arts* et d'autres groupes semblables, par exemple *Microsoft* ainsi que pour l'ES de Cologne. Plus les jeux sont violents, plus le chiffre d'affaires d'*Electronic Arts* augmente rapidement, plus les professeurs font la propagation de ces jeux informatiques et minimisent leur gravité en recherchant ou en faisant rechercher «les effets de tels mondes virtuels sur les adolescents» et cela de manière tout à fait impartiale et objective du point de vue «scientifique».

Une interview avec M. *Riccitiello*, le chef d'*Electronic Arts* a paru le 23 août 2007 dans la «Süddeutsche Zeitung» (SZ). Celui-ci a déclaré que les jeux informatiques actuels sont devenus trop ennuyeux pour les clients. Le groupe doit son ascension extrêmement rapide grâce avant tout aux jeux dans lesquels les joueurs ne sont pas seulement des spectateurs passifs mais dans lesquels ils peuvent eux-mêmes avec leur souris tirer des coups de feu ainsi que harceler, torturer, humilier et gazer leur «victime». Ce sont des jeux dans lequels du sang coule le plus possible et où les «joueurs» restent eux-mêmes indemnes. Dans ces «jeux de shoot», le plus brutal et le plus barbare est le «vainqueur». Le chiffre d'affaires d'*Electronic Arts* a augmenté dans la même mesure où les jeux de guerre d'extrême violence ont fait leur introduction. Maintenant, j'ai appris que les logiciels de ces «jeux de shoot» proviennent du ministère américain de la Défense. Cette coopération entre *Electronic Arts* et le Pentagone est certes mentionnée dans le communiqué de presse de l'ES de Cologne cité plus haut, cependant sans un soupçon de critique – M. Riccitiello a fait un éloge dans l'interview de la SZ: «Aujourd'hui, nous nous trouvons à un tournant et le marché de masse est devant nous. Quelques-uns de nos titres atteindront à l'avenir 15 millions de personnes ou plus dans différents pays sur différents supports de jeux comme les consoles, les portables ou l'ordinateur.»

Electronic Arts réalise maintenant un chiffre d'affaire annuel d'environ 3 milliards de dollars (SZ). Une lettre destinée à la rubrique du courrier des lecteurs de la SZ et dans laquelle j'ai exprimé mes critiques à l'égard de ces jeux de guerre, n'a pas été publiée.

L'ES de Cologne, avant tout l'«Institut pour la pédagogie médiatique», veut apparemment participer à ce boum fabuleux. *Electronic Arts* a maintenant transféré son siège principal à Cologne. L'Institut pour la pédagogie médiatique de l'ES de Cologne, particulièrement le domaine de recherche sur l'espace de jeux, peut être considéré comme le bras droit de ce groupe mondial en ce qui concerne la recherche. Sous la direction des professeurs Jürgen Fritz et *Winfried Kaminski*, non seulement on forme dans cet institut «la compétence médiatique» des étudiants, mais aussi, comme il convient aux scientifiques «sérieux», on fait des recherches sur le pour et le contre ainsi que sur «les effets de ces jeux et de ces mondes virtuels sur les enfants et adolescents». Dans une feuille d'information publiée le 30 juillet 2007 par cet institut, on peut lire que les stratégies de marketing des fabricants de ce qu'on appelle jeux de shoot, avant tout des jeux «ego-shooter», se situent au centre des recherches. Ici, il est dit ouvertement qu'il existe une «synergie entre les producteurs de jeux, les magazines de jeux informatiques et les milieux concernés de l'armée américaine.»

Les faits sont dissimulés par la «recherche sur les effets»

Le 23 août 2007, le service de presse de l'ES de Cologne a informé que le domaine des compétences en matière de jeux informatiques a créé le «Cologne Game Lab» (CGL).

Le CGL devait débuter ses activités en automne 2007. Le CGL offre un cycle d'études master pour l'obtention de «compétence en informatique» et le développement de logiciels pour les jeux informatiques. Les professeurs des différentes facultés apporteront leurs connaissances de spécialistes dans ce cycle. Dans cette information, on peut lire qu'«en coopération avec des entreprises et des organisations, un échange intensif doit avoir lieu avec l'industrie». Le maire de la ville de Cologne, *Fritz Schramma*, a salué la création du CGL par les propos suivants: «Avec cette initiative, l'ES de Cologne bouche un trou dans la formation d'une branche en essor à Cologne. C'est un signal de plus pour l'engagement de la ville dans la branche jeux.»

Les initiatives dans la recherche de l'ES de Cologne sont soutenues entre autres par le ministère de la Science de la Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW) et de la *Bundeszentrale für politische Bildung* (Centrale fédérale pour l'éducation politique).

A l'ES de Cologne, mes étudiantes et moi avons créé en 1976 en Allemagne la première *maison autonome pour femmes*. Notre but n'était pas seulement l'abolition de la violence contre les femmes et les enfants, mais aussi de la violence dans la société en général. A cet ES, on entend sous les termes de «pédagogie médiatique» et de «compétence en informatique» également la formation de la «guerre dans les têtes» des enfants et des adolescents, même si les faits sont dissimulés au moyen du terme «recherche sur les effets». Dans la situation actuelle de chômage général des jeunes, on peut s'attendre malheureusement à ce que le nouveau cycle master CGL de l'ES de Cologne attire un grand nombre d'étudiants. L'ES de Cologne n'a pas seulement «perdu sa bonne réputation» (M. Pfeiffer), mais plutôt vendu les objectifs et les tâches d'une étude critique, comme elle était auparavant inscrite dans le cahier des principes de l'ES, à des groupes internationaux comme *Electronic Arts* qui profitent de cette guerre dans les têtes.

Misère des universités?

Je pense que l'ES de Cologne n'est pas un cas particulier dans le paysage universitaire. Actuellement ce sont les instituts sponsorisés par le plus grand nombre des «Global players» les plus riches qui se trouvent à la pointe. Apparemment, il ne s'agit plus du principe de la «liberté de recherche et d'enseignement», des valeurs humaines et de l'esprit critique mais seulement de la complicité avec le capital. Pour cette alliance, des générations entières de jeunes gens sont préparées, par simple clic de souris, aux guerres modernes aussi bien virtuelles que réelles. En sachant qu'on n'achète pas de tels jeux seulement en Allemagne mais dans le monde entier, je considère comme cynisme pur d'exiger des parents et/ou des écoles qu'ils veillent à ce que leurs

Suite page 7

L'œuvre de la pacifiste Vre Karrer se poursuit en Somalie

par Jenny Heeb et Heinrich Frei

L'association «Nouvelles voies en Somalie» est au travail depuis novembre 1994. *Vre Karrer,* enseignante dans les domaines des soins aux malades et des sages-femmes, se rendit en février 1993, après avoir pris sa retraite anticipée, pour la première fois en Somalie avec pour but de venir en aide à ce pays oublié et à sa population. Sa collègue de travail, *Magda Nuur,* mariée à un Somalien, travaillait à Merka depuis 1988 (Pour plus d'informations quant aux activités de Magda Nuur en Somalie voir: *www.swisso-kalmo.ch*). Vre Karrer ouvrit fin 1994 un dispensaire à Merka et engagea du personnel indigène qu'elle forma sur le plan médical et dont certains y travaillent encore aujourd'hui. Vre Karrer remarqua très vite que les enfants délaissés devaient être instruits. De ce fait, elle fonda une école pour les enfants des rues, laquelle fut acceptée avec enthousiasme par la population somalienne. Le 1er janvier 2001, elle ouvrit une école secondaire professionnelle, avec l'aide des indigènes. A la campagne, environ à 50 km de Merka, elle s'associa aux paysans d'un village pour les aider à irriguer leurs champs par des canaux. Elle obtint aussi d'un groupe de femmes et d'hommes le nettoyage du marché et du centre-ville de Merka, afin d'empêcher que le choléra ne se déclare. Vre Karrer fut une partisane déclarée de la pensée communautaire et tenta de diriger son œuvre dans cet esprit. Elle fut aussi une pacifiste engagée et ne tolérait pas d'armes sur le territoire de «New Ways». Le 22 février 2002 elle fut assassinée dans sa chambre.

Des femmes somaliennes et leurs enfants dans un camp de réfugiés près de Mogadiscio. (photo reuters)

Depuis sa mort, des habitants du pays continuent son œuvre avec l'aide de l'association suisse «Nouvelles voies en Somalie». Les contacts ont lieu entre Zurich et Merka par Internet ou par téléphone. Aussitôt que le responsable de «New Ways», le professeur *Mohamed Roble,* estimera que la situation politique en Somalie permettra une nouvelle visite, c'est *Jenny Heeb,* présidente de l'association, qui se rendra à Merka. Il est particulièrement important de maintenir un contact direct qui sert aux deux parties. Nous savons parfaitement que la pensée communautaire n'a plus cours à Merka, comme du temps de Vre Karrer. Nous sommes toutefois fiers que «New Ways» continue son œuvre six ans après la mort de sa fondatrice. On apporte une aide médicale à la population et une formation scolaire aux enfants et jeunes gens. 93 personnes travaillent pour «New Ways», ce qui leur assure un revenu. 700 élèves, des deux sexes, sont instruits dans les écoles primaire et secondaire. Le financement de ces activités est très difficile. Il est assuré par des dons privés et des contributions de fondations.

Courriel du 24 mars:

«La situation à Merka s'est aggravée du fait de l'arrivée, ce matin, de troupes éthiopiennes dans la ville. Leurs intentions ne sont pas claires. Je rapporterai sur le développement ultérieur de la situation.

J'espère qu'il n'y aura rien de grave.

Bonnes salutations
Mohamed Ali Roble, ‹New Ways›
Merka/Somalie»

La guerre civile sévit en Somalie depuis 1991

Quelle est actuellement la situation dans ce pays? La guerre civile dure depuis l'exil de *Siad Barre* en 1991; elle sévit particulièrement à Mogadiscio. Les combats continuent malgré la conférence de conciliation qui se déroula du 15 juillet à fin août 2007, à laquelle participèrent un millier d'Anciens des principaux clans, les chefs de guerre, des politiciens et des représentants étrangers. 5000 hommes de l'armée gouvernementale, appuyés par 30 000 soldats éthiopiens combattent les groupes insurgés. Vers le milieu de 2006, les tribunaux islamiques (ICU = Islamic Courts Union) avaient conquis non seulement Mogadiscio et le sud de la Somalie, mais aussi la confiance de la population. Après toutes ces années de domination des chefs de guerre et des bandits, particulièrement à Mogadiscio et ses environs, et de combats sanglants entre les différents clans, les tribunaux islamiques réussirent à ramener le calme et l'ordre. Mais fin 2006, les Ethiopiens intervinrent et aidèrent les troupes gouvernementales à chasser les tribunaux islamiques. Les Etats-Unis, qui avaient soutenu l'intervention des Ethiopiens, ont bombardé la Somalie à la frontière du Kenia à plusieurs reprises, sous le prétexte de vouloir liquider les terroristes d'Al-Qaïda.

600 000 personnes ont fui Mogadiscio

Ce sont les habitants de cette ville qui supportent l'essentiel de ce conflit qui n'en finit pas. Depuis début 2007, à la suite de l'intervention des Ethiopiens, plus de 600 000 personnes ont fui la capitale, vers tous les coins du pays. Nous avons appris du responsable de la coopérative «New Ways», à Merka, le professeur Roble, que cette ville de 120 000 habitants a accueilli 40 000 réfugiés. Essayez d'imaginer: dans un cas pareil, Zurich devrait accueillir 100 000 personnes! Toutes les familles de Merka offrent chez elles, dans leurs maisons étroites, un refuge à une ou deux familles. On estime à 3000 le nombre des familles de réfugiés installées à environ 10 km de Merka, en pleine campagne dans le camp de Shalambood. Comme il n'existe pas de latrines, il faut se débrouiller à l'air libre. Les abris sont des huttes improvisées avec des bâtons et des morceaux de vêtements, n'offrant aucune protection contre le froid et les intempéries. 98% de ces «ménages» ne possèdent rien, sinon des couvertures de laine qui leur servent de sommier. Il n'y a ni vaisselle, ni habits, ni casseroles. Ils furent nombreux dans ce camp, la plupart des citadins de Mogadiscio, à avoir tenté de fuir au Kenya, mais sans succès. Selon un rapport du professeur Roble, daté du 16 février, des milliers de personnes du camp de Shalambood restèrent sans aide, ni de la communauté internationale ni d'un organisme sur place, sauf de l'approvisionnement en eau par des camions-citernes et quelqu'aide de la part de la commune locale. Les 4883 enfants dans le camp, en âge de scolarité, ne reçoivent aucune instruction. En priorité, il s'agit d'assurer à ce camp un approvisionnement en nourriture, du fait qu'ils sont nombreux à être sous-alimentés et que des personnes âgées sont mortes de faim.

La situation en Somalie est pire qu'au Darfour. Les vagues de migrations à l'intérieur du pays, ainsi que les catastrophes naturelles qui se sont abattues sur le pays ont déclenché une inflation extrême. Selon le professeur Roble, le maïs a augmenté de 31% en quelques semaines et le riz de 125%. Ces augmentations sont dues pour une part aux prix du marché mondial qui pose un problème même au Programme alimentaire mondial des Nations Unies, selon les dernières informations, lequel est aussi actif en Somalie. Au cas où le budget de ce Programme ne serait pas augmenté considérablement, l'ONU ne serait plus en mesure d'assurer l'alimentation nécessaire aux gens en détresse. Malgré cette situation désastreuse en Somalie, la coopérative «New Ways» à Merka continue son travail, les gens espérant que la paix va enfin revenir.

En Afrique, on meurt essentiellement de la malaria, du sida et de la tuberculose

Voici un extrait d'un rapport du médecin *Dr Mohamoud Hassan Abderrahmane,* le directeur du dispensaire de «New Ways»:

«Comme d'habitude, les patient(e)s souffrent de sous-alimentation, dont sont touchés surtout les femmes et les enfants, les premières victimes de la guerre civile en Somalie. Nous soignons des maladies telles que la malaria, les pneumonies, les bronchites, la bilharziose, la diarrhée. En Afrique, on meurt surtout du sida, de la malaria et de la tuberculose. Lors des inondations on a enregistré de nombreux cas de choléra. Il arrive qu'on doive traiter des cas de tuberculose pulmonaire (phtisie), provoqués par la sous-alimentation. Les cas de sida sont plutôt rares. Chaque jour se présentent dans notre centre d'aide aux mères une dizaine, voire une quinzaine de femmes enceintes ou non et de 20 à 30 enfants, pour être vaccinés contre les maladies contagieuses. Nous vaccinons les enfants de cinq ans contre six maladies: la tuberculose, la poliomyélite, la rougeole, le tétanos, la diphtérie et la coqueluche. Nous donnons un vaccin contre le tétanos aux femmes, qu'elles soient enceintes ou non, qui doit les protéger, ainsi que les enfants nouveau-nés, contre cette maladie. 90% des femmes enceintes qui se présentent à nous reçoivent du fer et de l'acide folique pour leur éviter une forte anémie qui pourrait provoquer leur mort. *Unicef* nous livre de grandes quantités de *Fansidar*, un médicament contre la malaria, que nous donnons aux femmes enceintes deux fois pendant leur grossesse pour la prévention contre la malaria. Cette façon de procéder a eu pour effet de réduire les cas de malaria pendant la grossesse. Cette maladie mène souvent à la mort des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans du fait de la sous-nutrition et d'un système immunitaire déficient. Nous recevons souvent des enfants souffrant de malnutrition.» •

(Traduction *Horizons et débats*)

Publication: Elisabeth Bäschlin (Ed.): «Und grüsse euch mit dem Lied des Regenvogels, Vre Karrer, Briefe aus Somalia», eFeF-Verlag Bern/Wettingen 2003, *www.efefverlag.ch*, ISBN 3-905561-50-6.

Site Internet de l'association «Nouvelles voies en Somalie»: *www.nw-merka.ch*.

Informations directes: Jenny Heeb, présidente de l'association «Nouvelles voies en Somalie», Greifenseestrasse 30, CH-8050 Zurich, tél. +41 44 312 12 67, *merka02@bluewin.ch*

Dons: Förderverein «Neue Wege in Somalia», 8000 Zurich, CCP 80-53042-7

L'anémie comme conséquence de la malaria

Le *Dr Oman Dhere,* ayant travaillé pour «New Ways», a présenté dans un rapport les conséquences de l'anémie: «*Mana Ali,* une fille âgée de 12 ans, est arrivée avec sa mère au dispensaire. La mère nous a indiqué que sa fille souffrait de difficultés respiratoires en grimpant sur une colline, mais aussi simplement en parcourant une courte distance. Le taux d'hémoglobine n'était que de 20mg/l. C'est pourquoi nous l'avons immédiatement transportée à l'hôpital de Merka pour une transfusion sanguine.» La malaria est la cause première de l'anémie, dans cette région.

Selon le *Dr Abdi Hersi,* la malaria est la cause première de la mort des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes.

«La banalisation des jeux …»
suite de la page 6

enfants ne deviennent pas à la suite de cette «guerre dans les têtes» dans la réalité des tueurs fous et enragés, au lieu d'exiger cela du fabricant de ces jeux de guerres orienté vers le seul profit.

Comment faire ressortir la guerre des têtes?

Après la lecture de quelques publications de référence sur le sujet de la jeunesse et de la violence, j'ai constaté en tant que sociologue que l'augmentation de la disposition à la violence touchant la plupart du temps les garçons est considérée principalement comme un problème psychologique, génétique ou médical. Ou bien on rejette cela sur le manque de socialisation en bas âge, en fait, on rend les mères responsables. Il existe peu de recherches sur les raisons politico-économiques et sociales de cette violence par exemple sur la brutalisation croissante de nos sociétés. *Cynthia Enloe* (USA) a désigné cette brutalisation comme «ramboisation». Sans cette ramboisation qui a été avant tout favorisée par les médias modernes, il n'aurait presque pas été possible aux Etats-Unis après la guerre du Vietnam, d'enthousiasmer des jeunes gens pour de «nouvelles guerres» prétendues être «normales» aujourd'hui, particulièrement après le 11 septembre 2001.

Celui qui veut faire quelque chose contre cette guerre dans les têtes, contre l'abandon des adolescents et des enfants à eux-mêmes, doit d'abord demander des comptes à ceux qui ont uniquement un intérêt économique à la «croissance» (Riccitiello) de cette branche. Cela concerne aussi bien l'industrie militaire que l'«industrie des jeux.»

Il est grand temps que la science cesse avant tout de banaliser ces jeux violents. Ceux-ci doivent être interdits aussi bien aux adultes qu'aux les adolescents. •

Ce texte, dont un extrait a été publié ici, va paraître sous une forme révisée au printemps 2008 dans un recueil intitulé «Das Elend der Universitäten» [La misère des universités] (Ed. *Volker Eick* et al.).

(Traduction *Horizons et débats)*

Sœur Lisette – formation d'une infirmière de la Croix-Rouge

par Lisette Schär, infirmière du Lindenhof

hd. Le niveau élevé de notre système de santé repose entre autre sur la formation des médecins et des infirmières. Cette formation a une longue tradition. L'école d'infirmières du Lindenhof à Berne a été fondée en 1899 par la Croix-Rouge Suisse. Pendant plus de 100 ans elle a formé des soignants. En 2007 la formation de soins a été centralisée dans le canton de Berne et ainsi l'école a perdu son autonomie. Aujourd'hui elle se concentre sur la «formation continue dans la pratique». La réduction de la formation rend soucieux à beaucoup d'endroits.

Le plus souvent après un séjour dans un hôpital, on peut ensuite, guéri, reprendre son travail. Les médecins et les infirmières accompagnent cependant souvent leurs patients dans des situations difficiles. Là, des soins appropriés sont d'une grande importance. Là où il s'agit de gens malades et de la vie ou de la mort, un accompagnement humain, soigneux, responsable et fondé est de la plus grande importance. C'est dans ce sens-là que la formation des infirmières a été conçue pendant bien des d'années.

Un très bel exemple d'une formation intégrale d'une infirmière de la Croix-Rouge d'il y a 60 ans est décrit ci-dessous.

Il y a 60 ans, le 1er avril 1948, je suis entrée au cours 98 de l'école d'infirmières du Lindenhof. L'école d'infirmière de la Croix-Rouge du Lindenhof a été fondée en 1899.

Mon premier jour

Pour mon entrée j'ai reçu une liste de consignes: six tabliers blancs à 29 cm du sol, des bas gris et pas de chaussures ouvertes. Comme il y avait encore le rationnement, nous étions obligées de rendre déjà préalablement notre carte de rationnement.

Une grande valise avec mes affaires avait été expédiée par train, ensuite par cheval et voiture, et déposée à la maison des infirmières. A mon arrivée, elle se trouvait déjà dans ma chambre. C'était alors la coutume quand on changeait d'emploi.

A mon entrée, après l'accueil, on nous a montré l'hôpital et présentées aux infirmières chefs. Moi, j'ai été attribuée à sœur *Virginia* au deuxième étage. A partir du lendemain matin et pour 15 jours, je devais me lever, à 06 h 15 du matin, nettoyer une chambre de malades en une demi-heure, donner de l'eau fraîche à toutes les fleurs et les distribuer dans les chambres. A huit heures les cours commençaient, 6 heures par jour. A 18 h 30 c'était le souper dans la grande salle à manger, à deux longues tables. Toutes les infirmières étaient debout à leur place jusqu'à ce que Madame la supérieure *Helene Martz* arrive et qu'elle ait dit la prière. Après, seulement, on pouvait s'asseoir. On servait sur assiettes, c'était peu, le rationnement venait juste d'être levé. A dix heures du soir les maisons des élèves étaient fermées. Quand nous voulions sortir, il fallait demander la permission à Madame la supérieure Martz. J'avais 23 ans.

Le médical et l'humain durant le service

Après l'école nous pouvions aider à l'étage. Sœur Virginia me donnait un petit plateau en argent avec de la gaze stérile, une seringue stérile avec une aiguille et je devais aller chercher à la pharmacie un centimètre cube de pénicilline. 1 cm^3 coûtait 84 francs. Je pouvais porter cette pénicilline précieuse à la chambre du malade et observer comment on l'injectait. Dans la salle des infirmières, sœur Virginia nous expliquait que la pénicilline était produite de manière synthétique et que bientôt tous les malades pourraient en profiter.

A la pharmacie sœur *Frieda* avait une grande responsabilité. Elle était en train de stériliser deux perfusions dans deux ballons d' Erlenmeier sur un réchaud à gaz, une perfusion au sel et une au glucose.

Le ballon était ensuite posé sur la table de nuit et le malade mis sous perfusion. Pendant tout le temps, une à deux heures, suivant le nombre de gouttes, il fallait être assis à côté du malade et pomper de temps en temps pour que la perfusion coule régulièrement. A la fin, il fallait faire très attention pour qu'il n'y ait pas d'air dans le long tuyau. C'était seulement après de grandes opérations, quand les malades ne pouvaient pas boire pendant un certain temps, qu'ils recevaient une perfusion. Les autres après une heure, quand ils étaient bien réveillés, recevaient une cuillère à café de thé, après une demi-heure deux cuillères et ainsi de suite toutes les demi-heures. Comme on ne faisait que des anesthésies à l'éther, il était normal que les malades vomissent.

A cette époque-là on ne connaissait que les groupes sanguins et les facteurs rhésus. Comme beaucoup de sous-groupes n'étaient pas encore connus, il ne fallait pas utiliser plus de trois flacons de sang par opération. Il était donc très important d'observer les malades. Quand un sous-groupe n'était pas compatible, ils avaient des frissons et il fallait tout de suite enlever la perfusion de sang. On ne connaissait pas encore tous les appareils modernes pour la surveillance des malades, c'est pour cette raison que l'observation des malades était très importante.

Tout était très ordonné et très bien organisé. Cela m'a toujours impressionnée.

Au premier semestre, dès le début, jour et nuit, en dehors des heures de cours, une élève par ordre alphabétique, devait assister à chaque accouchement. Déjà dans la première semaine, j'ai dû me lever une fois la nuit pour un accouchement.

Chaque dimanche soir nous devions chanter une chanson pour les malades à chaque étage. Une élève avait la responsabilité de faire répéter chaque semaine trois chansons.

Je dois dire, que la première année m'a beaucoup marquée. C'était beau, varié, triste aussi, la vie – tout simplement.

Première station extérieure impressionnante

Pour la continuation de la formation après le premier examen au bout d'une année, 8 stations extérieures, conduites par des infirmières du Lindenhof, avaient été installées en Suisse alémanique aussi à Samedan, pour faire connaître le pays et les gens.

Dans la deuxième année j'étais en station extérieure à Liestal dans un vieil hôpital de campagne. Là-bas aussi, les perfusions étaient stérilisées sur le réchaud à gaz et la pharmacie était conduite par la sœur supérieure *Elsa Schenker.* Elle était aussi infirmière anesthésiste. Elle était en plus très sociale. En cas d'urgences de pères ou de mères de famille, elle se renseignait auprès des communes sur la situation des gens et si nécessaire elle ordonnait de l'aide. Le soir, après le travail, elle y allait en voiture pour vérifier. Avec nous, les élèves, elle était également très compréhensive, sévère mais juste. La sœur supérieure Elsa et le médecin en chef, le docteur *Berger* formaient une bonne équipe. Le docteur Berger, lui aussi, était très social. En automne, quand il commençait à faire froid, les vagabonds arrivaient à l'hôpital avec n'importe quels maux et ils pouvaient y rester tout l'hiver. A condition de ne pas sortir de l'enceinte de l'hôpital et de ne pas boire de l'alcool. C'était ainsi également quand j'étais là-bas. A la mi-novembre arriva la sixième urgence. J'étais là et le médecin m'a dit: «Baignez-le d'abord. Il pue tellement, je ne peux pas l'examiner ainsi.» Ben bon, j'ai préparé le bain avec trois poignées de savon mou, je lui ai enlevé la chemise – elle est restée debout toute seule!

Au printemps, à la mi-mars, suivant le temps qu'il faisait, ils repartaient vers l'inconnu, habillés de frais, don de l'hôpital. Dans leur rapport final, les médecins ont écrit: à l'année prochaine!

La troisième année – la mise à l'épreuve

La troisième année, dans le vieux couvent de Münsterlingen, c'était le temps de la mise à l'épreuve pour les examens et pour la vie future. A 06.15 h du matin le travail commençait, jusqu'à 8 heures du soir. Nous travaillions de façon autonome sous la surveillance de la sœur supérieure du service.

Pour moi, Münsterlingen était au bout du monde. C'était six heures de train depuis Berne, les changements de train et les heures d'attente inclus. Je ne pouvais rentrer à la maison qu'à Noël. Pour le train rapide il fallait payer un supplément. Pour ma paie d'élève de 90 francs, c'était beaucoup.

Voilà ma formation de trois ans que je n'oublierai jamais.

Au fait: Comme infirmière fraîchement diplômée je gagnais 180 francs par mois à part la nourriture et le logement.

Le Service Croix-Rouge en cas d'urgence

En 1951, une semaine avant les examens nous avons été convoquées au Service Croix-Rouge. Pour l'incorporation j'ai été attribuée au médecin-chef de la Croix-Rouge Rot+Det.41 à Sarnen. Lors de catastrophes ou en cas de guerre, nous aurions été convoquées comme les soldats et nous aurions dû aller à Sarnen.

En 1953, nous avons été fournis en habits: Un chapeau, une jupe, une veste, un manteau avec capuchon, un pantalon, deux blouses, des cravates et deux tabliers bleus.

En 1957, nous avons été convoquées pour installer un hôpital militaire à Glaris, à l'école où la Landsgemeinde a lieu. Des soldats qui étaient tombés malades pendant le service actif et qui profitaient de l'assurance-invalidité ont été convoqués comme malades. Trois salles de classe ont été installées comme chambres de malades, puis deux chambres d'examens, un laboratoire et un appareil de radiographie qui fonctionnait très bien. Chez un paysan qui avait de fortes douleurs à l'épaule depuis le service actif et qui avait été traité contre des rhumatismes, on a pu constater à l'aide de cet appareil qu'il était atteint d'une tuberculose.

Nous, les infirmières, nous avons été installées dans la grande salle, les lits côte-à-côte à trente centimètres d'intervalle. C'était un grand défi de monter et démonter un hôpital militaire en l'espace d'une semaine, et tout a fonctionné. C'était la première fois que les secouristes sanitaires et les infirmières travaillaient ensemble. C'était un exercice pour les cas d'urgence. •

Lorsqu'un sparadrap ne suffit pas

Le cours «Urgences chez les petits enfants», dispensé par les samaritains, a connu un franc succès en 2007: deux fois plus de parents, grands-parents et directrices de crèche que l'année précédente y ont assisté afin d'apprendre à prodiguer les premiers secours à un enfant malade ou blessé.

«Urgences chez les petits enfants» est l'un des cours samaritains les plus fréquentés. Destiné à rassurer et à mettre en confiance les parents, les grands-parents et toutes les personnes qui sont amenées à s'occuper de petits enfants, il aborde les principes de base des premiers secours et donne un aperçu des maladies infantiles les plus courantes et de leurs symptômes. En outre, la pharmacie de base d'une famille avec enfant y est détaillée.

Une ambiance détendue

Début 2007, l'Alliance suisse des samaritains (ASS), organisation faîtière des 1200 sections de samaritains, a remanié en profondeur ce cours qu'elle dispense depuis bientôt 20 ans. Les sections le proposent désormais dans toute la Suisse.

La nouvelle mouture du cours, d'une durée de 8 heures, prend en considération les dernières avancées médicales en matière de premiers secours. La formation a également été modernisée d'un point de vue méthodique et didactique. Travail de groupe et théorie alternent et les exercices pratiques se font dans une ambiance détendue. Dans le cadre du cours, la discussion et le partage d'expériences sont aussi encouragés.

Une progression notable

Le cours «Urgences chez les petits enfants» est très demandé au sein du public-cible. Cette année, 9062 personnes ont assisté au cours, alors qu'en 2006, il avait attiré moins de 4000 participants.

Source: http://redcross.ch du 2/4/08

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich